



EXPRESSION CTMEN 13 Octobre 2021

Le 3 mars 2021, l'ensemble des organisations syndicales représentatives de l'Éducation Nationale sollicitait une audience à Monsieur le Ministre alors que le dossier des violences sexuelles faites aux enfants entrait dans l'actualité de l'Éducation nationale.

Si cette demande est jusqu'à ce jour lettre morte, la DGRH a réuni au printemps, sous la pression de plusieurs OS, un groupe de travail pour les personnels sociaux dans le cadre de l'agenda social.

Alors que les nombreux sujets de mécontentement de ces personnels sont connus de longue date par notre administration, les sujets inscrits à l'ordre du jour du GT, en décalage avec l'urgence de nos services pour la plupart, n'ont fait l'objet d'aucune concertation.

C'est la raison pour laquelle nous avons demandé l'ouverture d'un groupe de travail spécifique à la filière sociale pour aborder les nombreux sujets regroupés dans une plateforme revendicative commune (conditions de travail, moyens dévolus aux services sociaux de l'Éducation Nationale, rémunération, perspectives de carrières ...)

Alors que ce groupe de travail se clôture, le constat est unanime : beaucoup de sujets de préoccupations des personnels sociaux sont restés en suspens. Ni l'actualité sociale du ministère (harcèlement, violences sexuelles.../...), ni les revendications en matière de moyens, de carrières et de conditions de travail n'ont pu être abordées de façon satisfaisante, en dehors de la nouvelle revalorisation indemnitaire envisagée en 2021

Nous prenons acte de la création de postes pour le service social des élèves inscrite au PLF 2022 mais sommes indignés à l'idée que les académies soient amenées à mettre en concurrence les besoins de postes entre les personnels sociaux ou les infirmiers. Ces deux services nécessitent chacun des moyens spécifiques qui ne seront pas comblés par les seuls 50 postes promis.

L'épuisement professionnel vécu par les personnels sociaux dans beaucoup d'académies, qui rencontrent d'ailleurs de plus en plus de difficultés pour les fidéliser, témoignent de la dégradation de leurs conditions de travail liées à la charge de travail de plus en plus lourde.

La crise sanitaire a fortement aggravé la situation sociale dans notre pays. L'école ne se trouve pas épargnée et il est plus que jamais indispensable d'investir dans la politique sociale de l'Éducation Nationale à travers les personnels qui sont en première ligne pour la mettre en œuvre.

Il est urgent d'écouter les représentants des personnels sociaux qui n'ont pas été reçus en audience ministérielle depuis de trop longues années

C'est pourquoi l'ensemble de nos organisations syndicales demande au ministre de les recevoir dans le cadre d'une audience portant sur l'ensemble de nos revendications.